



DES MÊMES ATTAQUES NAISSENT LES MÊMES LUTTES



De la lutte nationale à la lutte mondiale

Le conseil exécutif de l'ASSÉ

Après plus de six mois de grève et pendant cette session chargée, nous voulons tout d'abord saluer la détermination de l'ensemble des étudiantes et des étudiants. Bien que la session ait été éprouvante pour plusieurs, nous ne pouvons qu'être emballé-e-s de constater que nos efforts ont porté fruits. Ce furent deux années intenses de travail, d'actions et de répression. Nous ne pouvons en effet passer sous silence les trop nombreux et nombreuses arrêté-e-s qui vivront encore beaucoup de stress dans les mois à venir, alors que plusieurs risquent même des peines judiciaires abusives et injustifiées.

Or, après quelques semaines au pouvoir, nous constatons que le Parti québécois a déjà reculé sur l'un de ses engagements principaux, et l'une de nos revendications : l'abolition de la taxe santé. Ce recul total témoigne du manque de volonté politique d'un parti de qui nous attendons encore de voir concrétiser les grands changements progressistes

promis. Qu'en sera-t-il de la hausse des frais de scolarité? Le Sommet sur l'éducation sera-t-il une manière de nous imposer des mesures néolibérales sous le couvert d'un soi-disant « consensus »? Nous ne sommes pas dupes : ces stratégies de concertation, en rassemblant un groupe restreint d'individus choisis par le gouvernement qui ont bien trop souvent comme mandat de ne représenter que leur propre personne, sont venues par le passé légitimer des mesures régressives.

Quelles stratégies devons-nous alors adopter pour nous faire entendre? Comment conserver les acquis de la grève de 2012 et peut-être même aller en chercher d'autres? Ce sont des questions importantes qui méritent d'être débattues dans toutes les assemblées générales, qu'elles soient étudiantes ou syndicales. À la lumière de nos agissements passés, nous ne pouvons que réaffirmer l'importance de la démocratie directe dans la construction d'un réel rapport de force.

Voir page 2 : « Lutte »

SOMMET SUR L'ÉDUCATION La fin n'est pas au sommet

Thomas Nérison, étudiant en sciences, lettres et arts

D'ici quelques mois, un sommet sur l'éducation aura lieu au Québec. Nous en parlons depuis quelques temps déjà, mais nous n'en savons toujours que très peu. Dans ce contexte porter un jugement sur celui-ci tient davantage de la spéculation que d'autre chose. Mais il ne faut pas croire que d'y participer est nécessairement ce qu'il y a de mieux pour le mouvement étudiant. Parfois, il vaut mieux savoir se taire et s'exprimer au moment où cela compte vraiment.

Voir page 2 : « Sommet »

DANS CE NUMÉRO...

La fin n'est pas au sommet.....	1
De la lutte nationale à la lutte mondiale.....	1
De l'éducation humaniste à l'éducation marchande.....	3
Amérique latine: un aperçu des luttes étudiantes.....	4
La semaine de solidarité internationale.....	4
Où en est le reste du Canada.....	5
Pour la gratuité, pas n'importe comment.....	6
De la précarité en Europe.....	7
De l'austérité et des femmes.....	7
Grève des professeur-e-s à Chicago: Défendre l'éducation publique.....	8

L'ULTIMATUM EST PRODUIT PAR LE COMITÉ JOURNAL DE L'ASSÉ, SES COLLABORATEURS ET COLLABORATRICES. IL EST MONTÉ AVEC LE LOGICIEL LIBRE SCRIBUS ET IMPRIMÉ PAR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES SYNDIQUÉ-E-S DE PAYETTE & SIMMS.

RÉDACTION : HERMAN GOULET-OUELLET, DELPHINE LABRECQUE-SYNNOTT, LE CONSEIL EXÉCUTIF, VALÉRIE PLANTE-LÉVESQUE, BEATRIZ MUÑOZ, THOMAS NÉRISSON, JEAN-FRANÇOIS ROY-PLOURDE, LOUIS-PHILIPPE VÉRONNEAU, HUGO BONIN.

RÉVISION : MARIANNE CHAUVEAU, GABRIEL DUMAS, HERMAN GOULET-OUELLET, LAURENCE JUTRAS, DELPHINE LABRECQUE-SYNNOTT, NADIA LAFRENIÈRE, THOMAS NÉRISSON, VALÉRIE PLANTE-LÉVESQUE, HUGO SÉGUIN-BOURGEOIS, MARIE-ÈVE TREMBLAY, FRANÇOIS POITRAS.

GRAPHISME : HERMAN GOULET-OUELLET, DELPHINE LABRECQUE-SYNNOTT.

PHOTOS : INTERNATIONAL STUDENT MOVEMENT.

TIRAGE : 15 000 EXEMPLAIRES.

DÉPÔT LÉGAL À LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC : ISSN : 61999, No. 619994.

POUR NOUS JOINDRE :

JOURNALULTIMATUM@GMAIL.COM

Ce journal est sous la licence CREATIVE COMMONS ATTRIBUTION - Pas d'utilisation commerciale - Partage dans les mêmes Conditions, licence 2.5 Canada. Pour voir une copie de cette licence, visitez <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.5/ca/>.



Suite de la page 1 : « Lutte »

En ce sens, le congrès de l'ASSÉ a voté la tenue d'un second Rassemblement national étudiant (RNE) qui aura lieu la fin de semaine du 1^{er} et 2 décembre prochains. Ce rassemblement non partisan réunira l'ensemble des associations étudiantes du Québec qui souhaitent y participer. Les comités de mobilisation et les autres groupes étudiants sont également invités à participer en tant qu'observateurs. Le but est de réunir le plus grand nombre d'associations étudiantes sans que les organisations nationales, y compris l'ASSÉ, ne viennent influencer les débats. Nous avons fait l'expérience au printemps passé d'une mobilisation forte et populaire : c'est essentiellement parce que les positions nationales étaient soutenues par la base. Après avoir mené une grève historique, il est important de se rassembler pour en faire le bilan. Ce que nous avons appris, nous devons y recourir

organisations nationales, y compris l'ASSÉ, ne viennent influencer les débats. Nous avons fait l'expérience au printemps passé d'une mobilisation forte et populaire : c'est essentiellement parce que les positions nationales étaient soutenues par la base. Après avoir mené une grève historique, il est important de se rassembler pour en faire le bilan. Ce que nous avons appris, nous devons y recourir

Suite de la page 1 : « Sommet »

Gâce à notre grève, nous avons mis fin à la hausse des frais de scolarité. Nous pouvons en tirer fierté. Cependant, nous devons garder à l'esprit que ce que nous avons gagné n'est que temporaire. Ce qui décidera du maintien ou non de ce gel dépend d'une conséquence inattendue de la grève : le sommet sur l'éducation supérieure.

Aux premiers abords, un tel sommet peut sembler être une bonne idée et une intention louable du Parti Québécois (PQ). Certains se montrent même très enthousiastes à son égard. Mais rien n'est assuré, que ce soit la pertinence de cette réunion ou la satisfaction de nos revendications. Pour cela, rester sur nos gardes face à cette initiative est primordial.

DES INVITÉ-E-S INDÉSIRABLES

Actuellement, le sommet sur l'éducation est toujours au stade des consultations préliminaires¹. Cependant, certains éléments se mettent déjà en place, dont les groupes qui seront invités à y participer. Outre les acteurs principaux comme les associations étudiantes, certaines regroupements économiques comme la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), représentant des entreprises et des gens d'affaires, semblent bien vouloir s'y incruste².

Que des groupes tels que la FCCQ puissent avoir leur mot à dire lors du sommet met en doute la légitimité qu'on peut lui accorder. Les personnes touchées par ses conclusions seront les membres de la communauté universitaire dont les intérêts ne sont pas ceux des entreprises. Ces dernières défendent une éducation qui aurait pour unique fonction la formation d'une main-d'œuvre. Mais elles ne tiennent pas compte des éléments importants des études postsecondaires qui nous donnent les moyens de survivre à notre monde de démagogues.

Cependant, Pierre Duchesne, le ministre de l'Éducation supérieure, a fait savoir à la délégation de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) que ces groupes ont une place importante dans la société et qu'il ne souhaitait pas les exclure.

DES RÉSULTATS INCERTAINS

Nous savons déjà que nos revendications ne seront pas exaucées. En 2005 le PQ désirait « accroître l'accessibilité en visant, à moyen terme, la gratuité et l'universalité complète du système d'éducation »³. Aujourd'hui, il défend l'indexation⁴. Un si grand changement dans le discours de ce parti met en doute sa volonté d'appliquer la moindre de nos revendications et la

dans les prochains mois. Le mouvement étudiant doit trouver des stratégies communes en vue du sommet sur l'éducation afin de rendre l'éducation accessible et non marchandisée! Pour de plus amples informations sur le RNE, vous pouvez consulter le site Internet suivant : www.rassemblementetudiant2012.org.

D'ici là, nous devons rester mobilisé-e-s! Indexation des frais de scolarité, assurance-qualité, recherches commercialisables, ces mesures s'inscrivent dans une marchandisation mondiale des biens communs. Les menaces néolibérales envers l'éducation ne sont pas inhérentes au Québec. Australie, Angleterre, Chili, Colombie, partout, les étudiants et les étudiantes doivent faire face à ces attaques. Il n'y a qu'une riposte possible : le syndicalisme de combat! C'est pourquoi nous vous invitons à sortir dans les rues, le 22 novembre prochain, afin de dénoncer cette marchandisation de l'éducation dans un mouvement de solidarité internationale. La campagne de grève de 2012 fut une source d'inspiration pour l'ensemble des mouvements sociaux à travers le monde. Nous avons fait la démonstration qu'il est possible de renverser des mesures d'austérité lorsque nous nous organisons collectivement et que nous utilisons des moyens d'action combatifs. Maintenant, soyons solidaires avec les luttes de nos camarades à l'international. Le 22 novembre prochain, soyons nombreux et nombreuses! No pasarán!

pertinence de défendre quoi que ce soit devant lui. Après tout, il sera le seul à décider des résultats concrets du sommet et, s'il a déjà une idée claire de ce qu'il désire, nous ne pourrons pas le convaincre. De plus, si nous décidions d'y participer, nous nous retrouverions cantonné-e-s dans une position minoritaire d'un point de vue idéologique. L'apparente cohésion qui existait entre les fédérations étudiantes et l'ASSÉ n'était qu'un événement d'exception dans un contexte de grève. Martine Desjardins, la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), a déjà balayé de la main toute possibilité de front commun avec l'ASSÉ lors du sommet⁵.

UN CHOIX À FAIRE

À n'en pas douter, il s'agira d'une formidable tribune pour diffuser nos idées. Mais il n'est pas nécessaire de nous enfermer derrière des portes closes pour faire cela. L'attention du Québec sera portée sur les enjeux de l'éducation supérieure. Que ce soit par l'entremise du sommet ou par nos propres moyens, nous aurons l'écoute de la population. Elle est celle que nous désirons réellement convaincre.

Ignorant tout des modalités du sommet, il est toujours trop tôt pour pouvoir lui tourner le dos. Mais que nous y participions ou non, nous pouvons déjà dire que cela ne règlera pas tous les problèmes auxquels nous faisons face. Fonder trop d'espoir en ce sommet nous mènerait à une profonde déception.

1. Anonyme. « Québec lance ses discussions en vue du sommet sur l'éducation », 9 octobre 2012, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2012/10/09/005-duchesne-sommet-education-rencontres.shtml>, (21 octobre 2012).
2. LECAVALIER, Charles. « La FEUQ doute qu'il y ait un front commun », (9 octobre 2012), <http://fr.canoe.ca/infos/quebeccanada/education/archives/2012/10/2012-1009-225336.html>, (21 octobre 2012).
3. Anonyme. « Statuts du Parti Québécois », juin 2005, <http://pq.org/sites/default/files/Programme2005.pdf>, (28 octobre 2012)
4. BOISVERT, Lili. « Marois annule la hausse des droits de scolarité et ferme Gentilly-2 », 21 septembre 2012, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2012/09/20/004-pauline-marois-scolarite.shtml>, (21 octobre 2012).
5. LECAVALIER, Charles. *op. cit.*

MARCHANDISATION DE L'ÉDUCATION

De l'éducation humaniste à l'éducation marchande

Louis-Philippe Véronneau, étudiant en sciences pures

De plus en plus, on nous dit qu'étudier est un « investissement rentable ». Comment sommes-nous passé-e-s d'une société prônant le droit à l'éducation à une société considérant l'éducation comme une vulgaire marchandise?

L'UNIVERSITÉ HUMANISTE

À ses débuts au XI^e siècle, l'université était très influencée par l'Église catholique. Une de ses missions était de servir d'outil de reproduction du clergé. À toutes fins pratiques, elle était une grosse machine où l'on faisait rentrer de jeunes hommes d'un côté, pour qu'il en ressorte de l'autre côté des hommes prêts à servir les fins de l'Église.

Cette vision de l'éducation est cependant remise en question au XVIII^e siècle. Les Lumières - un mouvement culturel et philosophique qui cherche à se défaire de la superstition et de l'oppression de l'Église et de l'État - critiquent l'emprise de l'Église sur l'université. Selon les penseurs de l'époque, l'université devrait plutôt être un lieu d'émancipation où le partage du savoir, la collégialité et l'esprit critique devraient être mis de l'avant. Ce modèle d'éducation, un modèle humaniste, est celui qui fût le plus répandu dans le monde jusqu'en 1980.

Au Québec, cette vision de l'éducation était entre autre présente dans le rapport Parent, le rapport fondateur des cégeps et du réseau des universités du Québec.¹ Ce dernier avançait également qu'il devait y avoir un équilibre à l'intérieur de l'université. Cet équilibre devait se faire entre les exigences de la sphère économique et une vision de l'éducation la définissant comme un droit et un bien commun. Plus spécifiquement, il devait y avoir un compromis entre une formation créant des travailleuses et des travailleurs compétent-e-s dans leur domaine et des citoyen-ne-s doté-e-s d'un esprit critique pouvant leur permettre de remettre en question les dérives modernes.

UN CHANGEMENT INSIDIEUX

Malheureusement, cet équilibre n'existe plus. Depuis



... seule une réelle mobilisation mondiale pourra renverser la vapeur et empêcher le naufrage de l'université et de la société avec elle.

le début des années 1980, la mission première de l'université n'est plus la transmission du savoir, mais bien la production d'argent.

Pire encore, cette transformation se fait d'une manière insidieuse : plutôt que d'être issue d'un débat de société, elle est imposée par des regroupements d'élites économiques mondiales comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)² dans un processus de mondialisation de l'éducation supérieure, et ce, souvent à l'encontre de la volonté des communautés universitaires.

Ce genre de changement est souvent le résultat de l'application de plusieurs réformes à première vue déconnectées : l'assurance-qualité, les subventions de recherche ciblées et le changement de mode de financement des universités. Ce ne sont que quelques exemples que l'on a pu observer au Québec dans les dix dernières années. Il est bien important de comprendre que ces mesures forment un grand tout issu d'un projet politique bien précis. Elles se renforcent entre elles pour former une vision cohérente d'un nouveau monde, d'un renouveau du capitalisme en crise qui tente d'utiliser l'éducation pour relancer la croissance.

En ce sens, l'université marchande ressemble

beaucoup à celle du XI^e siècle : elle devient un outil politique que les riches et les puissant-e-s tentent de s'accaparer pour augmenter leur profit et leur pouvoir.

L'UNIVERSITÉ MARCHANDE

L'université marchande est donc un modèle où l'université devient une machine à brevets et à diplômes. L'État finance à coups de millions la recherche et le développement au détriment de l'éducation. Par la suite, les résultats sont revendus aux compagnies privées pour une fraction de leur valeur réelle. On privatise donc les profits et on collectivise les pertes.

Plutôt que de voir l'éducation comme une façon de s'épanouir et de s'émanciper, on nous répète que nous achetons un bien, un diplôme ne servant qu'à avoir accès au marché du travail. Et cette idée a fait bien du chemin : lors de la grève, les personnes déposant des injonctions considéraient qu'elles avaient droit au service qu'elles avaient acheté!

On nous dit que nos universités et nos cégeps doivent « être rentables ». Le système de santé « coûte » de l'argent à l'État, et pourtant, on comprend bien pourquoi la mission première de ce dernier doit être de soigner la population et non de dégager du profit. Pourquoi devrait-il en être autrement avec une institution qui joue un rôle aussi vital que l'université?

FACE À UNE DROITE MONDIALISÉE, UNE MOBILISATION MONDIALE

Nous le voyons bien, l'éducation est maintenant dans la ligne de mire de la mondialisation. Partout, nous faisons face à un ennemi commun qui tente de prendre notre éducation pour en faire une marchandise. Et il est clair que seul-e-s, nous ne pourrions pas gagner.

L'ampleur de l'attaque demande une réponse équivalente : la semaine de solidarité internationale est un bon début. Si nous voulons un jour cesser de laisser l'économie diriger nos vies, nous devons comprendre que seule une réelle mobilisation mondiale pourra renverser la vapeur et empêcher le naufrage de l'université et de la société avec elle.

1. Comme l'UQAM, l'UQTR, l'UQAR, etc.

2. Trois organisations internationales incroyablement influentes sur l'économie planétaire.

LES DÉCISIONS DES DERNIERS CONGRÈS

- ➔ La campagne 2012-2013 de l'ASSÉ aura comme thématique : « En marche vers la gratuité scolaire ».
- ➔ L'ASSÉ appelle à la tenue d'un second Rassemblement national étudiant qui servira à faire le bilan de la grève et à se préparer au sommet sur l'éducation. Le rassemblement aura lieu les 1er et 2 décembre.
- ➔ Un congrès d'orientation aura lieu en mars 2013. Vous pouvez faire parvenir vos textes de réflexion jusqu'au 1er janvier à orientation.asse-solidarite.qc.ca.
- ➔ Une enquête publique indépendante sur la brutalité policière durant les mobilisations étudiantes des derniers mois est demandée par l'ASSÉ, ainsi que le retrait de toutes les poursuites judiciaires liées au conflit étudiant.
- ➔ L'ASSÉ a souligné son opposition à la loi C-309 du gouvernement Harper interdisant le port de masque lors de manifestations déclarées illégales.
- ➔ Un appel à la grève a été lancé pour le 22 novembre, dans le cadre de la semaine de solidarité internationale.
- ➔ La CLASSE a été dissoute. L'ASSÉ demeure, prête au combat.

MOUVEMENTS ÉTUDIANTS & LUTTES



MOBILISATION

La semaine de solidarité internationale

Herman Goulet-Ouellet, étudiant en sciences informatiques et mathématiques

Du 14 au 22 novembre prochain se déroulera une semaine de solidarité internationale. Durant cette semaine, des milliers de personnes – étudiants et étudiantes, travailleurs et travailleuses – exprimeront leur refus de la marchandisation de notre éducation. Ici comme ailleurs, ce phénomène est bien réel; dans l'encan du marché mondial, l'éducation se vend et s'achète, se négocie et se monnaie. Nous avons constaté le printemps dernier comment cette transformation de nos universités et nos cégeps était défendue vigoureusement – violemment, dirons-nous – par l'État québécois et son bras armé. La brutalité policière dont nous avons été victimes récemment (dont la tristement célèbre matricule 728 représente l'exemple le plus éloquent) n'est pas qu'une réalité locale.

ADOPTER UN POINT DE VUE MONDIAL...

Si il faut adopter un point de vue mondial, c'est parce que l'éducation entre peu à peu dans un processus de marchandisation mondiale. Les chantages du néolibéralisme orchestrent l'éducation dans un contexte de « compétition internationale »¹. L'éducation, dès lors, ne reflète plus la réalité et les différences des communautés; elle reflète l'uniformité de l'économie globale.

Participer à la semaine de solidarité internationale – en organisant des journées de grève, des manifestations et des actions – c'est démontrer notre conscience collective. Mais au-delà de la démonstration, il s'agit de l'émergence d'un pouvoir collectif à partir de cette conscience collective.

Partout dans le monde, comme cela se produit quotidiennement d'ailleurs, des gens prendront la rue. La seule différence c'est que cette fois, toutes ces

personnes en seront conscientes. Des gens du Québec, certainement, mais aussi du Mexique, de l'Inde, du Sri Lanka, de l'Indonésie, de la Grèce, des États-Unis, de la Serbie, de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Irlande, du Maroc et de la France. Ici, les deux éléments majeurs de notre pouvoir collectif se réunissent : la force du nombre et la conscience du nombre.

... ET REVENIR AU POINT DE VUE NATIONAL

Mais malgré la nature internationale de cette semaine de mobilisation, il ne faut pas oublier que nos actions prendront place dans les rues québécoises. Elles seront couvertes par les médias québécois et analysées par l'élite politique du Québec. Cette semaine sera donc aussi l'occasion rêvée d'envoyer un message clair au Parti québécois : nous sommes toujours mobilisé-e-s, nous sommes forts et fortes. Avec le Sommet de l'Éducation supérieure qui arrive, durant lequel nous devons nous battre pour élever nos voix au-dessus des cris tonitruants des banques et des grandes entreprises, cette semaine de solidarité internationale n'est pas à négliger dans notre mobilisation.

Plus d'informations sur la mobilisation vers la semaine de solidarité internationale sont disponibles sur http://ism-global.net/GES_fr.

1. À ce sujet, lire l'article sur la marchandisation de l'éducation en page 3.

AMÉRIQUE LATINE

Un aperçu des luttes étudiantes

Beatriz Muñoz, étudiante en linguistique

La défense et le combat pour une éducation publique de qualité et gratuite est la principale revendication qui se fait entendre dans différents pays d'Amérique latine. La vie des ces peuples est assujettie aux politiques d'investissement colonialistes¹ et interventions militaires des puissances impérialistes, desquelles découle la réforme néolibérale de l'éducation. L'assurance qualité, l'apprentissage par compétences, les coupures des budgets nationaux dans une dynamique d'affaiblissement majeur du financement étatique, la création des institutions éducatives à but lucratif, les systèmes privés de crédits et l'arrimage des programmes d'études avec les besoins des entreprises privées sont monnaie courante.

La lutte pour l'éducation publique, gratuite, de qualité et émancipatrice continue d'être menée de front et en vigueur par les mouvements étudiants d'Amérique latine en harmonie avec les luttes étudiantes mondiales.

Les cas les plus représentatifs sont le Chili, le Porto Rico, la Colombie, le Pérou et le Mexique. Au Chili, la gratuité scolaire a été complètement démantelée sous la dictature de Pinochet et un système de crédit privé a été implanté. Le Porto Rico subit le modèle étasunien où la gratuité et l'aide économique effective n'existent pas. Cette dernière a d'ailleurs comme condition la participation au service militaire sélectif. Si la gratuité scolaire existe encore dans quelques écoles en Colombie, elle est par contre dans un processus lent de démantèlement au Pérou et au Mexique.

DES MOBILISATIONS D'AMPLEUR

En 2011 et 2012, on a vu l'essor de fortes mobilisations en Amérique latine. Le Chili étant tristement le meilleur exemple d'un modèle néolibéral, le mouvement s'est organisé et a déclenché une grève générale illimitée nationale sous la revendication d'une éducation publique, gratuite et de qualité. Le mouvement étudiant a réussi à populariser le concept de l'éducation comme droit à travers

le pays, encourageant du même coup les étudiants et étudiantes du monde entier à protester.

En Colombie, la lutte contre la réforme de loi 30, qui visait la privatisation totale de l'éducation supérieure, a poussé toute la diversité d'organisations qui composent le mouvement étudiant colombien à s'organiser dans une seule coalition nationale étudiante, la MANE². La lutte a forcé le gouvernement à annuler sa loi et le mouvement s'est aussitôt remis en branle afin de créer une loi alternative sur l'éducation supérieure.

Au Mexique, le 3 octobre 2011, plus de 30 000 jeunes ont pris les rues en demandant une augmentation du budget et de l'accessibilité. Au Pérou, les étudiants et étudiantes ont été surpris et surprises positivement par l'annonce de l'augmentation de 30% du budget en attendant l'implantation de la réforme exigée lors du mouvement historique de 2008³. Au Honduras, les étudiants et étudiantes ont occupé les écoles pendant six semaines pour lutter contre la privatisation qui visait le démantèlement de l'éducation technique et le cycle

CONTRE L'AUSTÉRITÉ À L'INTERNATIONAL



MOUVEMENTS ÉTUDIANTS Où en est le reste du Canada

Hugo Bonin, étudiant à l'Université de York

Le mouvement étudiant dans le reste du Canada (Rest Of Canada – ROC) est en général peu connu par les étudiantes et étudiants au Québec. Au delà des différences en termes d'institutions et d'accessibilité, les associations et les fédérations étudiantes canadiennes ont aussi leurs spécificités. Cependant, alors que les attaques sur l'éducation au niveau fédéral se font de plus en plus pressantes, connaître le mouvement étudiant canadien pourrait se révéler un atout dans la construction d'alliances pancanadiennes.

COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

L'éducation postsecondaire dans le ROC diffère significativement de celle du Québec, car il n'existe pas d'équivalent au cégep. Après le secondaire, chaque étudiante ou étudiant dans le système canadien peut entrer dans un collège (orienté vers la formation professionnelle uniquement) ou une université.

Dans les deux cas, des frais de scolarité s'appliquent, fortement différenciés selon les programmes. La moyenne en 2011 (excluant le Québec et les frais afférents) était de 2675\$ par année au collégial et 4932\$ à l'université, ce qui fait en sorte que le niveau d'endettement est incroyablement haut, atteignant en moyenne 27 000\$ après un baccalauréat.

ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES LOCALES

Tant au collège qu'à l'université, la population

étudiante est représentée auprès de l'administration par une association étudiante locale. Celles-ci sont similaires à celles que l'on trouve au Québec et offrent un ensemble de services assez importants à leurs membres : des traditionnels agendas aux assurances en passant par des conseils juridiques et des banques alimentaires.

Il existe toutefois quelques différences. La plus importante est certainement l'absence d'assemblées générales décisionnelles et régulières. Du fait de leur grande taille – 10 000 membres au minimum – le pouvoir des associations repose souvent dans les mains de leur Conseil d'Administration, composé du conseil exécutif et des délégué-e-s de chaque programme ou faculté. Cette association générale qui représente tous les étudiants et étudiantes d'un campus n'a jamais d'assemblée générale. D'un autre côté, les associations étudiantes de département ou de faculté, qui pourraient en tenir du fait de leur plus petite taille, sont souvent inactives et surtout peu politisées.

ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES PROVINCIALES ET NATIONALES

La plupart des associations étudiantes de campus sont affiliées à soit une fédération provinciale, nationale ou même aux deux paliers. De plus, la plupart des fédérations provinciales sont elles-mêmes affiliées à une fédération nationale. Sans être nécessairement affiliées, les fédérations provinciales sont généralement alignées politiquement avec l'une des deux fédérations nationales: la Canadian Federation of Students (CFS/FCÉÉ-Fédération canadienne des étudiantes et étudiants – centre gauche) ou la Canadian Alliance of Student Associations (CASA – Alliance canadienne des associations étudiantes – centre droite).

Concernant les similarités entre les deux, notons que le manque de démocratie et de transparence est une critique qui revient souvent. Étant donné l'absence ou le manque d'assemblées générales, la plupart des décisions prises au niveau national le sont par les exécutifs locaux,

se basant rarement sur des mandats provenant de leurs membres.

Pour ce qui est de leurs différences, la CASA se définit ouvertement comme lobbyiste et compte sur les rencontres avec les députés et ministres pour faire avancer ses revendications. La CFS, quant à elle, produit plusieurs recherches étoffées et mise sur la mobilisation de ses membres pour défendre une éducation accessible. Toutefois, le degré de mobilisation reste relativement faible et, mis à part des occupations symboliques et une manifestation nationale annuelle, les actions de la CFS restent trop peu perturbatrices pour que se construise un véritable rapport de force vis-à-vis du gouvernement.

ALLIANCES ?

Dans ces conditions, est-il possible de créer des alliances avec les associations étudiantes du ROC ? La réponse n'est pas simple. Tout d'abord, le manque de démocratie des associations étudiantes canadiennes risque d'être un obstacle important. Dans ce cas, il revient aux membres de ces associations de revendiquer un plus grand degré de démocratie interne tout en s'impliquant massivement dans les structures.

Considérant la stratégie lobbyiste de CASA, il semble que le potentiel d'alliance soit plus porté vers la CFS. Cependant, plusieurs associations étudiantes anglophones au Québec ont quitté la CFS dans les dernières années (Concordia, les cycles supérieurs de McGill) et ont été poursuivies en justice par l'organisation, ce qui rend les rapports entre les militantes et militants du Québec et la CFS plutôt tendus.

Malgré ces obstacles, les dernières attaques du gouvernement conservateur font en sorte qu'il devient urgent pour le mouvement étudiant québécois de porter son attention sur Ottawa. Si de leur côté, inspiré-e-s par le caractère démocratique de la grève de 2012, les étudiants et étudiantes du Canada parviennent à reprendre le contrôle de leur mouvement, les possibilités d'alliances seraient plus qu'intéressantes.

commun de trois ans dans l'éducation secondaire. En République Dominicaine, on luttait pour un investissement en éducation correspondant à 4% du PIB. Le mouvement étudiant du Porto Rico s'est mobilisé contre la colonisation de son pays, la militarisation de l'université et pour la gratuité, tandis que le Costa Rica dû plutôt lutter contre des coupures dans le budget gouvernemental. Le Brésil a obtenu plus d'argent en éducation et de bourses ainsi qu'une loi de discrimination positive d'accessibilité.

UNE ORGANISATION COMBATIVE ET CONTINENTALE

Dans cette perspective de lutte, le mouvement étudiant éprouve aussi le fort désir d'aider à l'émancipation

des peuples du continent. Ainsi, l'OCLAE (en français, l'Organisation étudiante continentale latino-américaine et des Caraïbes) regroupe 28 organisations membres⁴ sous les principes de l'anti-impérialisme et de l'unification des peuples latino-américains. Aujourd'hui, l'OCLAE travaille à la formation d'une Table latino-américaine de l'Éducation, un espace démocratique pour réfléchir à un modèle éducatif qui réponde à la réalité de l'Amérique latine.

La lutte pour l'éducation publique, gratuite, de qualité et émancipatrice continue d'être menée de front et en vigueur par les mouvements étudiants d'Amérique latine en harmonie avec les luttes étudiantes mondiales.

1. Voir à titre d'exemple: le Plan Colombie, les différents Traités de libre-échange entre les États-Unis, le Canada, l'Europe et différents pays d'Amérique latine; projets miniers et énergétiques des multinationales.
2. Mesa Amplia Nacional Estudiantil. <http://manecolombia.blogspot.ca/>
3. Après les fortes manifestations à Huancavelica contre la création de l'Université Autónoma de Tayacaja (UNAT), projet développé en coupant le budget de l'Université Nationale de Huancavelica.
4. Le mouvement étudiant latino-américain est composé par des organisations à caractère politique de gauche très diverses qui sont en constante contradiction. Toutes ne sont pas représentées à l'OCLAE.

ÉDUCATION

Pour la gratuité, pas n'importe comment

Valérie Plante Lévesque, étudiante en géographie

En qualifiant la gratuité scolaire « d'irréaliste », le Parti Québécois manque autant de perspective globale que lorsque le Parti Libéral martelait que nous avions les frais de scolarité les plus bas en Amérique du Nord. Les exemples de gratuité scolaire dans le monde sont nombreux et diversifiés. Alors que cette option sera discutée dans les prochains mois au Québec, nous devons avoir des revendications claires et imaginer notre propre modèle. Désirer un système sans barrières tarifaires n'est pas suffisant, il est plus important que jamais de réfléchir sur le système que nous voulons en nous basant sur ceux existant ailleurs.

Le mouvement étudiant québécois doit garder en tête que l'atteinte de la gratuité scolaire ne doit pas se faire au détriment des autres revendications qui l'animent. À quoi nous servirait la gratuité scolaire si l'éducation n'était plus accessible ou encore marchandisée? C'est pourtant le cas de certains pays.

ACCESSIBILITÉ SACRIFIÉE EN FRANCE

Le système scolaire universitaire français est empreint d'élitisme et n'est donc pas plus accessible que s'il était tarifé. Pour entrer dans une des universités publiques contingentées, la réussite d'un test d'admission est nécessaire. L'option d'étudier dans de grandes écoles privées imposant des frais de scolarité est aussi possible. La qualité de l'enseignement du côté de l'enseignement public n'est malheureusement pas toujours à sa pleine capacité, ce qui pousse les gens vers le privé. Cette même tendance est d'ailleurs visible au sein du système de santé québécois, alors que de plus en plus de gens se tournent vers le système de santé privé, qui crée un modèle à deux vitesses où les plus fortuné-e-s sont privilégié-e-s. Ceux et celles qui ont la chance de réussir l'examen d'accueil font souvent partie d'une classe sociale déjà privilégiée puisque leur réussite implique souvent deux ans de préparation intensive pour ces tests. On doit donc pratiquement sacrifier deux ans de sa vie pour accéder à la gratuité scolaire. Or, ce n'est pas tout le monde qui peut se permettre de cesser le travail rémunéré pour se consacrer à temps plein à ses études.

ARRIMAGE AU MARCHÉ EN SUÈDE

La situation en Suède est bien différente, mais tout aussi problématique. La gratuité scolaire y est marchandée de façon scandaleuse, ce qui entre en contradiction avec le principe d'une éducation libre de l'entreprise privée lié à notre vision de la gratuité. Les admissions sont effectuées selon une analyse d'employabilité basée sur la carrière désirée après les études. À titre d'exemple, on offrira une possibilité de redirection à une étudiante ou un étudiant désirant faire de la recherche fondamentale en biologie vers une carrière en génie bio-médical qui produit plus de brevets dans l'immédiat. Ce faisant, on valorise

certains programmes et on divise les fonds de façon inéquitable afin de financer ces derniers. Le parcours scolaire n'est donc pas axé sur l'épanouissement, mais sur les besoins du marché suédois et même mondial. L'État ne tente que de rentabiliser l'investissement qu'il met en la personne qui désire étudier, comme un actionnaire. On peut toutefois tirer une leçon de ce modèle : contrairement à ce que craignent les opposant-e-s à la gratuité scolaire, il n'y a pas d'éternel-le-s étudiants et étudiantes.¹ Comme c'est le cas avec les étudiants et étudiantes du cégep ici, les autres barrières financières ne s'effacent pas lorsqu'on est aux études. On doit toujours payer son loyer et sa nourriture, ce qui incite à ne pas demeurer aux études durant une longue période malgré l'instauration de la gratuité scolaire.

DÉPENDANCE À L'ÉTAT AU VENEZUELA

Le modèle scolaire bolivarien² amène lui aussi un problème auquel le mouvement étudiant a réfléchi. En nous positionnant pour une éducation laïque et libre de toute forme de discrimination, nous avons fait le choix d'exclure toute idée préconçue de nos écoles afin de laisser toute la place à la créativité et à l'apprentissage des individus. Toutefois, au Venezuela, l'éducation accessible à tous et à toutes vient servir la révolution bolivarienne. L'université n'est désormais plus un milieu de réflexion, mais un organe de promotion des idéaux du parti au pouvoir.

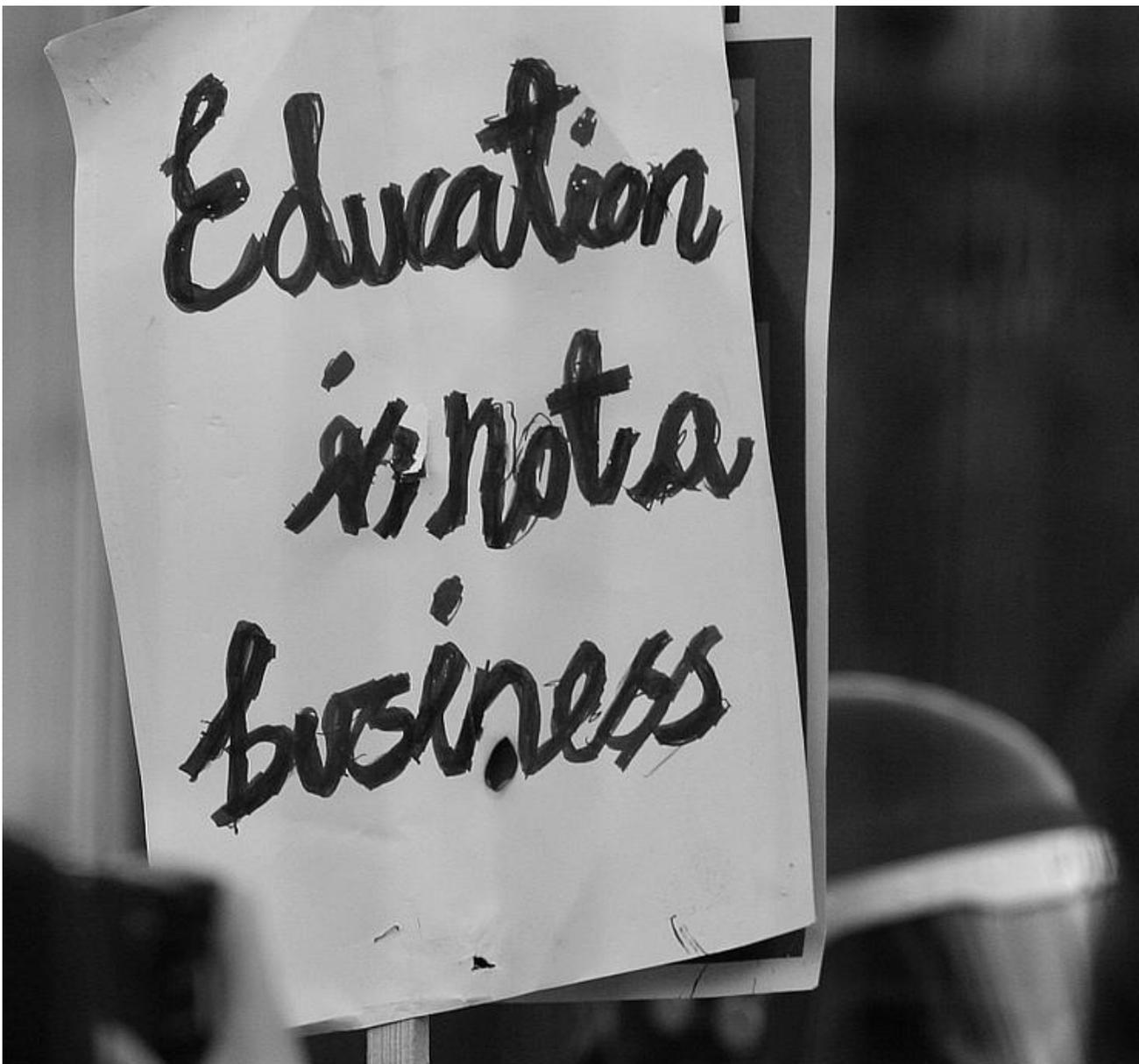
RESTER ORGANISÉ-E-S MALGRÉ LA GRATUITÉ

Revendiquer la gratuité scolaire et espérer que tous les maux de l'éducation universitaire au Québec

se régleront ainsi n'est donc pas une stratégie gagnante à adopter. Il faut pousser la réflexion plus loin que les arguments économiques et relevant de l'accessibilité pour s'assurer une université à notre image. Le syndicalisme de combat devra perdurer pour conserver nos acquis obtenus par la lutte. La persévérance des étudiants et étudiantes du Mexique qui, grâce à un gel des frais depuis 1910, ont obtenu une facture étudiante décente pour l'ensemble des étudiants et étudiantes de l'Université nationale autonome de Mexico, est un exemple pour nous tous et toutes. Ils et elles ont dû se battre à plusieurs reprises, la dernière fois en 1999, pour réaffirmer l'importance d'une éducation accessible et gratuite³.

Pour plus d'informations sur la gratuité scolaire, tant ici qu'ailleurs, informez-vous sur la tournée de formation sur la gratuité scolaire à formation@asse-solidarite.qc.ca.

- 1 Selon le gouvernement du Québec, la durée moyenne des études au cégep dans le secteur préuniversitaire est de 2,4 ans et de 3,8 ans dans le secteur technique.
- 2 Ce système fut mis en place au Venezuela après l'élection de Chavez en 1999. La révolution bolivarienne tire son nom d'un héros des indépendances en Amérique du Sud, Simon Bolivar.
- 3 Pour en savoir plus consultez le Mémoire sur la gratuité scolaire sur le site web de l'ASSÉ, asse-solidarite.qc.ca.



À quoi nous servirait la gratuité scolaire si l'éducation n'était plus accessible ou encore marchandisée?

FÉMINISME

De l'austérité et des femmes

Delphine Labrecque-Synnott, étudiante en sciences humaines

Partout à travers le monde, les femmes luttent pour des meilleures conditions de vie et pour la reconnaissance de leurs droits. Ce qu'on oublie toutefois de dire, c'est que, depuis quelques temps, ces luttes sont souvent invisibilisées, car elles se noient dans les luttes menées contre les politiques d'austérité. C'est que les femmes, de par leur vulnérabilité sociale, sont les premières touchées – et le plus durement – par ces « politiques de redressement ».

PERTES D'EMPLOIS ET TRAVAIL PRÉCAIRE

Les femmes occupent la majorité des emplois précaires, souvent à contrat ou à temps partiel. Ce genre d'emploi disparaît bien rapidement lorsque l'économie ralentit, ou les heures de travail sont diminuées. Ainsi, aux Philippines, « sept travailleurs licenciés sur dix, à cause de la crise financière, sont des femmes »¹. Les femmes forment aussi une grande part de la population au chômage, et n'ont donc pas été épargnées lors des réformes de l'assurance-emploi, souvent partie intégrante des plans d'austérité. Les critères contraignants poussent les chômeurs et chômeuses vers des emplois moins bien payés, avec moins d'heures, et

situés plus loin. Par exemple, en France, il est maintenant impossible de refuser un emploi dans un rayon de 60 km, qui implique une absence de plus de 12 heures ou des déplacements de plus de 4 heures entre le domicile et le lieu de travail².

Les coupes dans la fonction publique affectent aussi particulièrement les femmes, et ce de deux façons. Tout d'abord, la fonction publique étant majoritairement féminine, les coupes d'emplois et les baisses de salaires sont souvent dirigées vers les employées. Ensuite, parce qu'elles constituent souvent les principales utilisatrices de ces services, que ce soit les garderies subventionnées, les prestations familiales ou les soins de santé (la prise en charge de personnes malades au soin de la famille est souvent assumée par des femmes). On peut aussi penser aux subventions aux organismes luttant contre la violence faite aux femmes, récemment diminuées au Canada, ou aux fermetures de cliniques d'avortement en France ces dernières années.

La perception que les femmes occupent une place secondaire dans la société aggrave également leurs conditions de vie lorsque l'argent vient à manquer. Ainsi, dans certains pays, l'inscription scolaire à l'école primaire ou secondaire coûtant trop cher pour les parents, les filles sont retirées de l'école et travaillent ou mendient pour aider leur famille. Pire encore, la Banque mondiale estimait en 2009 que le taux de mortalité infantile chez les jeunes filles augmenterait durant la crise puisque leur statut « inférieur » fait qu'elles sont les premières à souffrir du manque de nourriture.³

QUI REMPLACERA LES SERVICES PUBLICS?

Le travail effectué autrefois à l'intérieur de services publics à bas coûts (garderie, bibliothèque et activités culturelles pour enfants, soins de santé à domicile) ne



disparaît pas quand ceux-ci sont coupés. On relègue simplement la charge de travail dans la sphère privée, où le travail est effectué surtout par des femmes. Ce qui était autrefois pris en charge par l'État est maintenant individualisé, en suivant la logique du modèle néolibéral. Comme le disait Margaret Thatcher, « there is no such thing as society », seulement la famille et du travail invisibilisé.

1. Organisation internationale de la Francophonie, « Crise économique : les femmes frappées de plein fouet », <http://genre.francophonie.org/spip.php?article965>, (4 novembre 2012).
2. Vie féminine, « Dégressivité des allocations de chômage : la précarité des femmes va encore s'aggraver ! » <http://www.viefeminine.be/spip.php?article2476>, (3 novembre 2012).
3. Organisation internationale de la Francophonie, *op. cit.*

De la précarité en Europe

Jean-François Roy-Plourde, étudiant en sciences politiques

Si les individus font faillite depuis longtemps, les grandes corporations ne font plus faillite grâce aux plans de sauvetage. Aucun État n'a jamais été aussi près de faire banqueroute que la Grèce actuelle, suivie de près par l'Espagne, le Portugal et l'Italie.

Deux chercheurs allemands ont étudié les conséquences qu'aurait à l'international la faillite de la Grèce. Selon eux, la crise économique globale qui en découlerait réduirait la croissance des 42 principales économies de la planète (environ 90% du PIB mondial) de 17 200 milliards d'euros entre 2013 et 2020. On comprend maintenant pourquoi la « troïka des bailleurs de fonds de la Grèce (l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international) »¹ octroie des prêts astronomiques sur une durée qui se comptera bientôt en générations. Maintenant, quand on sait que cette étude qui annonce la catastrophe en cas de faillite a été commandée par le groupe Bertelsmann, soit le premier groupe européen de communication et quatrième au niveau mondial, on se doit de tenir compte de l'orientation préétablie de celle-ci. Cette étude a pour conséquence de légitimer toute forme d'austérité et cache les avenues alternatives utilisées en Argentine et en Islande².

METTRE FIN À LA DÉSINFORMATION DE MASSE EN GRÈCE

Ces études à saveur économique sont facilement accessibles et même parfois transmises par les médias de masse. Il en est autrement des actions entreprises par les nombreux mouvements de révolte européens. Depuis 2010 en Grèce, les rues sont régulièrement occupées, les manifestantes et les manifestants, réprimé-e-s. Le mouvement de mobilisation grec actuel a commencé à se former en décembre 2008 lorsqu'un étudiant a été tué par les forces policières pendant une manifestation contre l'austérité.

Les semaines suivantes ont été marquées par l'occupation de centaines d'écoles et de bâtiments administratifs, notamment ceux de la Direction générale de la police d'Athènes et par l'explosion du poste de police le plus près du lieu du crime, de l'académie de police d'Athènes, de succursales de banques et des services de renseignement nationaux. La mobilisation a atteint un nouveau sommet le 5 mai 2010 alors qu'une grève générale a paralysé le pays et a permis à plus d'un demi-million de personnes de manifester à Athènes. En octobre 2011, le président Papandréou a décidé de soumettre l'accord de remboursement de la dette signé avec le FMI en référendum : « La volonté du peuple grec s'imposera à nous »³ a-t-il affirmé. Malgré un refus majoritaire (62%), le gouvernement a appliqué tout de même les mesures de l'accord. Une belle leçon de démocratie...

QUEL PAYS SERA LE SUIVANT?

Avec la montée des taux de chômage, l'Espagne, le Portugal et l'Italie vivent depuis plusieurs mois des moments de protestation massive. Plusieurs déclarations de personnes politiques encouragent aussi les populations à se révolter. « Ils devraient faire preuve de plus d'effort, laisser leur zone de confort en cherchant du travail ailleurs »⁴ a dit, non pas Jean

Charest ou Lucien Bouchard, mais Pedro Passos Coelho, premier ministre portugais. Dans les prochaines semaines, l'Espagne se dotera de sa propre loi 12. Une loi interdisant de photographier et de filmer les forces policières et prochainement, une autre qui permettra à la justice d'incarcérer pendant plusieurs mois des personnes participant à des actions d'occupation, de blocage des transports en commun, ou qui résisteraient aux policiers et aux policières et, aussi, un an d'emprisonnement aux « terroristes » qui diffuseraient de l'information sur des actions par des « moyens publics »⁵.

Pour terminer, le 14 novembre prochain se tiendra l'une des plus grandes grèves en Europe. Des syndicats de nombreux pays débraieront et manifesteront contre un système qui peine à camoufler ses contradictions. Mais évidemment, ce n'est pas par la télévision que vous obtiendrez de l'information.

1. « Grèce : Violents heurts lors de la journée de grève générale. » <http://lejournaldusiecle.com/2012/10/18/grece-violents-heurts-lors-de-la-journee-de-greve-generale/>
2. En 2001, le gouvernement argentin a refusé de contracter un prêt auprès du FMI. Alors qu'en 2008, les islandais et islandaises ont rédigé leur propre constitution.
3. Kefalas, « Grèce : un referendum sur le sommet européen. » <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2011/10/31/04016-20111031ARTFIG00600-grece-un-referendum-sur-le-sommet-europeen.php>
4. Nodé-Langlois, « Le premier ministre portugais conseille aux jeunes de partir. » <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2012/07/04/20002-20120704ARTFIG00611-le-premier-ministre-portugais-conseille-aux-jeunes-de-partir.php>
5. « Espagne: Jusqu'à un an de prison pour appel à la manifestation sur les réseaux sociaux. » <http://lejournaldusiecle.com/2012/10/20/espagne-jusqua-un-an-de-prison-pour-appel-a-la-manifestation-sur-les-reseaux-sociaux/>

GRÈVE DES PROFESSEUR-E-S À CHICAGO

Défendre l'éducation publique

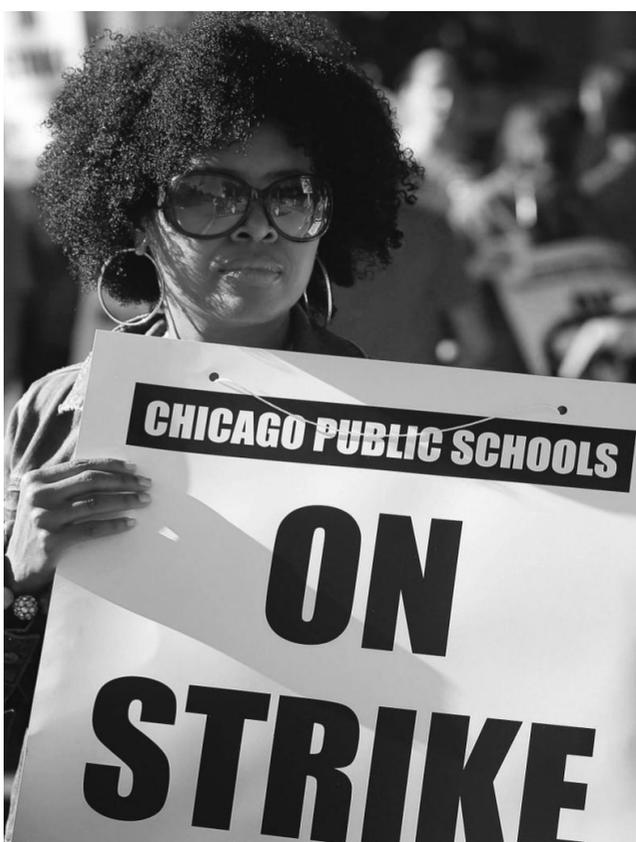
Delphine Labrecque-Synnott, étudiante en sciences humaines

Cet automne, les professeur-e-s de Chicago se sont aussi mobilisé-e-s contre la marchandisation de l'éducation et pour la sauvegarde de l'école publique. Leur grève, qui a duré sept jours (du 5 au 13 septembre) a été l'occasion de ramener à l'avant-plan un débat national sur le système d'éducation primaire et secondaire.

AU-DELÀ DES HAUSSES DE SALAIRE

Les hausses salariales n'ont pas été un enjeu majeur du conflit, le syndicat et la ville s'étant entendus rapidement sur une hausse de 2 à 3% par an. Cependant, le maire de Chicago, Rahm Emmanuel a dû renoncer à lier les hausses de salaires aux performances des enseignants et enseignantes.

La principale revendication du Chicago Union Teacher (CUT) concernait l'évaluation du corps professoral à l'aide de tests passés par les élèves, identiques d'une école à l'autre. Ces tests, qui sont apparus dans les dernières années dans plusieurs États américains, servent à mesurer la performance des enseignants et des enseignantes et des écoles. Pour Emmanuel, en cas de résultats trop faibles, les enseignants et enseignantes pourraient être renvoyé-e-s et les écoles, fermées. Celles-ci



ouvriraient éventuellement de nouveau, mais avec un personnel neuf, ou encore sous la forme d'école à charte, souvent privée et non syndiquée. Ces écoles sont indépendantes des commissions scolaires et fonctionnent selon un mode de financement semi-privé.

ÉCOLE À CHARTE VS ÉCOLE DE QUARTIER

Pour les professeur-e-s, cette formule peut mener à la fermeture de nombreuses écoles en milieu défavorisé, où les enfants réussissent moins bien. Dans la dernière décennie, 86 écoles publiques ont été fermées à Chicago, et on compte maintenant 103 écoles à charte dans le district. Selon le syndicat, il y aurait une volonté des élu-e-s d'ouvrir 60 autres

écoles sur ce modèle dans les cinq prochaines années¹. Selon le CUT, énormément d'argent du Chicago Public School (CPS)² est investi dans la création et le support des écoles à charte, plutôt que dans l'allocation de ressources aux écoles de quartier. De plus, les conditions de travail dans ce type d'école mènent à un haut taux de roulement du personnel, créant un environnement instable pour les élèves.

UNE VICTOIRE PARTIELLE

Dans l'entente conclue, les tests permettront toujours d'évaluer les professeur-e-s, mais la mise à pied suite à de mauvais résultats sera plus difficile à réaliser. Les professeur-e-s auront aussi plus de temps pour améliorer leurs résultats et pourront faire appel de l'évaluation. Les professeur-e-s mis-e-s à pied suite à des coupures de personnel ou à des fermetures d'école seront prioritairement embauché-e-s pour combler des postes ailleurs.

Le syndicat demandait également une réduction de la taille des classes et des ressources supplémentaires dans les écoles des quartiers défavorisés. 512 professeur-e-s spécialisé-e-s supplémentaires (art, éducation physique, musique) devront être embauché-e-s, mais les classes ne seront pas réduites.

Bien sûr, l'entente entre le CUT et la ville de Chicago est loin d'être parfaite. Elle a cependant galvanisé les syndicats aux alentours. Ainsi, plusieurs syndicats d'enseignants et d'enseignantes dans l'État de l'Illinois ont récemment décidé de partir en grève, à la suite des résultats obtenus par leurs collègues.

1 Mary Wisniewski, « Chicago's Emanuel faces new clash with teachers on school closings », 2 novembre 2012 <http://www.chicagotribune.com/news/sns-rt-us-usa-schools-chicagobre8a2011h-20121102,0,7632033.story>.

2 L'équivalent d'une commission scolaire.

Qu'est-ce que l'ASSÉ

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) est un syndicat étudiant national qui regroupe près de 65 000 membres dans plusieurs associations tant collégiales qu'universitaires à travers le Québec. L'ASSÉ incarne une vision combative du syndicalisme étudiant, et met l'information et la mobilisation de ses membres au cœur de son plan d'action. Plus qu'une simple association, l'ASSÉ se veut un véritable syndicat voué à la défense des intérêts des étudiants et étudiantes du Québec, notamment, en combattant pour une plus grande accessibilité à l'éducation postsecondaire.

POUR LE DROIT À L'ÉDUCATION

L'éducation est un droit fondamental, nécessaire pour la santé de la démocratie, et non un simple service monnayable. Chacune des luttes de l'ASSÉ s'inscrit dans cette volonté de permettre à l'ensemble des citoyens et citoyennes du Québec d'avoir accès à une éducation gratuite, publique, accessible, laïque et de qualité, libre de toute forme de discrimination. C'est dans cette optique que nous nous battons constamment pour abattre, une par une, toutes les barrières

économiques que les gouvernements posent devant nos cégeps et nos universités.

POUR UN SYNDICALISME COMBATIF ET DÉMOCRATIQUE

Mais on ne peut dissocier l'analyse de la pratique : à des revendications progressistes correspond une stratégie d'action progressiste. Cette stratégie, à travers l'histoire des luttes étudiantes, s'est nettement démarquée : le syndicalisme étudiant de combat. Au Québec, comme partout ailleurs, c'est à travers les campagnes menées par les mouvements combattifs, misant sur la mobilisation et l'action de masse, que les programmes sociaux les plus importants ont été obtenus. Cela implique d'abord le développement de pratiques syndicales dynamiques et démocratiques. À ce titre, il faut multiplier les occasions de débats, élaborer collectivement des analyses, ne pas craindre la confrontation des idées et surtout leur donner l'espace pour aboutir à des prises de décisions collectives. L'assemblée générale – lieu décisionnel ouvert à tous les membres d'une association – est la matérialisation de cette culture démocratique combative. Les décisions prises en Congrès – instance suprême de l'ASSÉ – découlent des mandats décidés dans les différentes associations

membres. Celles-ci conservent en tout temps leur autonomie, et donc le droit de se dissocier d'une décision du Congrès.

POUR UNE VÉRITABLE SOLIDARITÉ SYNDICALE

La grève générale de l'hiver 2012 l'a bien fait ressortir : c'est d'abord grâce aux actions concertées et à la solidarité des étudiants et étudiantes face au gouvernement libéral que le mouvement de grève a pu prendre une ampleur sans précédent dans l'histoire du Québec. Cette grève représente bel et bien la consécration des pratiques syndicales combattives dans les associations étudiantes : jamais les revendications étudiantes n'auraient pu avoir une telle voix sans une mobilisation de cette ampleur. Jamais celle-ci n'aurait atteint de tels sommets sans une culture démocratique ouverte. S'affilier à l'ASSÉ, ça signifie justement partager des structures démocratiques, et partager avec les autres associations les réflexions et les ressources. S'affilier à l'ASSÉ, c'est contribuer à bâtir un mouvement étudiant fort et solidaire, capable de maintenir un rapport de force permanent avec le gouvernement.



ASSE-SOLIDARITE.QC.CA